

Macron, avec l'islam il ne s'agit plus de « tâtonner » mais de trancher

Combattez ceux des mécréants qui sont près de vous, et qu'ils trouvent de la dureté en vous (Coran S9 V123)



Quand c'est dit avec amour

C'est encore une belle bourde qu'a sortie Macron le 4 janvier dans son discours de présentation des vœux aux autorités religieuses.

S'adressant aux représentants des différents cultes, le chef de l'Etat qui voulait dire les choses sans avoir l'air de « stigmatiser » pour autant la religion de paix, d'amour et de tolérance s'est pris les pieds dans le tapis de prière. « ...parce que les religions sont structurées différemment, nous tâtonnons, a-t-il déclaré. Alors tâtonnons ensemble et de manière ouverte et de manière dépassionnée ». Une phrase qui, non seulement, témoigne d'une incompréhension de la réalité de l'islam, mais aussi, et c'est plus grave, d'un recul fondamental de la laïcité.

Comment parler de « structure » s'agissant d'une religion qui n'a pas de clergé, ni de hiérarchie ? La République a cru pouvoir organiser l'islam en créant en 2003 le Conseil français du culte musulman (CFCM). Or cette institution tiraillée entre courants modérés et intégristes et par les rivalités entre les diverses nationalités représentées (Turcs, Algériens, Marocains) se défend de représenter la communauté musulmane de France.

Quant au fameux « tâtonnement », le mot est pour le moins malheureux. Voilà plus de trente ans, en effet, que le pouvoir politique s'efforce de trouver une solution pour « inviter l'islam à la table de la République » pour reprendre l'expression utilisée en 1997 par Chevènement, ministre de l'Intérieur de l'époque. Or, si la République « tâtonne », l'islam, lui, reste ferme sur ses positions.

Chevènement en avait d'ailleurs fait l'amer constat en 1999 lorsqu'il avait cru parvenir à un consensus après avoir lancé une vaste consultation auprès des fédérations musulmanes, des grandes mosquées et de diverses personnalités. Le texte qui en résultait et qui, pour lui, ne pouvait « faire l'objet d'une négociation » avait été validé dans un premier temps, après d'interminables discussions, pour être finalement rejeté par les autorités musulmanes au seul motif qu'il « consacre notamment le droit de toute personne à changer de religion ou de conviction ». Un point crucial qui posait la question de la liberté de conscience, de la liberté religieuse et de l'apostasie.

Etat d'exception pour les musulmans

En acceptant, certes à contrecœur, de signer ce texte le 28 janvier 2000, Chevènement n'en causait pas moins un préjudice grave non seulement à la laïcité, mais aussi aux lois de la République en reconnaissant un état d'exception pour les musulmans de France. C'était consacrer la prééminence de la loi islamique, sur le droit français.

Un recul de la République devant l'islam sur lequel ne sont pas revenus depuis 17 ans les ministres de l'intérieur qui se sont succédé depuis Sarkozy jusqu'à Manuel Valls et Gérard Collomb aujourd'hui. On a connu des républicains plus fermes sur les principes de la laïcité lorsqu'il s'agissait au siècle dernier de chasser de leurs couvents les congrégations religieuses !

Et aujourd'hui Macron, président mal élu d'une République décadente, de s'interroger, de supputer, de se prendre la tête entre les mains pour essayer de trouver une solution... à un problème insoluble pour lui. Un casse-tête qui ne devrait pas en être un s'il affirmait de façon ferme et solennelle que les lois de la République s'appliquent à tous les citoyens français quelle que soit leur religion.

Agir comme il le fait c'est renoncer à trancher, à décider. C'est s'en remettre au bon vouloir des autorités musulmanes, celles-là même qui ont gagné contre Chevènement et qui ne comptent pas s'arrêter là. Car l'islam ne recule que s'il trouve plus fort en face de lui. Quand le pouvoir est faible il ne peut que progresser. Il le fait lentement mais sûrement.

En manifestant publiquement son indécision Macron fait non seulement injure à la France mais donne des gages aux autorités musulmanes. Car, ne nous leurrions pas, si la petite phrase de Macron n'a eu qu'un faible écho en France, elle a eu une résonance particulière dans le monde musulman particulièrement attentif à tout ce qui se passe en France.

Un mauvais signal donné aux islamistes au moment où l'on commémore le 3^e anniversaire des terribles attentats de Charlie Hebdo et de l'hyper-cacher.

Alain MARSAUGUY